



Le programme de prématernelle offert dans sept écoles de plus au Conseil catholique



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 12 avril 2010 à 13:11

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Environ 160 enfants de trois ans pourront bénéficier du programme de prématernelle Petits pas à trois offert par le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) dès la prochaine rentrée scolaire. En 2009, 48 enfants dans trois écoles du conseil participaient au projet pilote. Le programme, qui s'adresse aux enfants dont un seul des parents possède le français comme langue maternelle, consiste à envoyer les enfants à l'école en matinée pendant trois heures, cinq jours par semaine.

Destiné à inciter les parents à ne pas choisir les programmes d'immersion dans les écoles de langue anglaise, le programme a connu un vif succès.

Le CECCE offrira donc le programme, dès septembre à l'École Jean-Paul II, J.L.-Courroux, L'Envol, Marius-Barbeau, Petit Prince, Reine-des-Bois, Roger-St-Denis, Saint-Guillaume, Saint-Joseph et Terre-des-Jeunes.

Un volet pour les parents, des ateliers de formation, pour les aider à appuyer leurs enfants dans leur apprentissage fait également parti du programme.

« Puisque 65 % des francophones au Canada sont en couple avec une personne qui parle une autre langue que le français, il est important pour le Conseil d'offrir la possibilité aux enfants dont la langue d'usage à la maison n'est pas nécessairement le français, de fréquenter des milieux francophones dès que possible, explique Bernard Roy, directeur de l'éducation au CECCE. Cette approche facilite leur intégration dans les écoles catholiques de langue française et contribue à leur succès dès la première année. »

Des soirées d'information sont prévues dans chacune des écoles participantes au cours des prochaines semaines. Les parents intéressés pourront en profiter pour inscrire leur enfant au programme Petits pas à trois. En tout, 16 places seront disponibles dans chacune des communautés scolaires, mais la priorité sera accordée aux résidents du secteur de l'école. Les parents intéressés pourront consulter le www.ecolecatholique.ca pour prendre connaissance des dates des soirées d'information pour chacune des écoles.

13 avril 2010 | *Le Droit* | *LeDroit*

LA GARDERIE À TROIS ANS DANS SEPT AUTRES ÉCOLES DU CECCE

Le nombre d'écoles du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est offrant le programme de prématernelle francophone Petits pas à trois pour les enfants de trois ans passera de trois à dix à compter de l'automne prochain. Les enfants inscrits à ce programme fréquentent l'école une demi-journée, chaque jour de la semaine, pendant l'année scolaire.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



Changements climatiques : beaucoup de travail à faire



par Dan Plouffe

[Voir tous les articles de Dan Plouffe](#)

Article mis en ligne le 9 avril 2010 à 11:28

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Un forum étudiant sur les changements climatiques s'est déroulé le mercredi, 7 avril à l'École secondaire Gisèle-Lalonde, regroupant quelques centaines d'élèves qui ont assisté à des présentations dont le thème était *Après la disparition des glaces de l'Arctique*. «J'ai trouvé que c'était intéressant parce qu'on a soulevé les problèmes environnementaux, mais on a aussi apporté des solutions», a dit Caroline Côté, une des organisatrices du forum.

Le message expliquant qu'il faut agir contre les changements climatiques est bien compris par ses élèves, a ajouté l'enseignante, mais elle a souligné qu'il reste encore beaucoup de travail à faire malgré les initiatives environnementales prises récemment à Gisèle-Lalonde.

«C'est vraiment pas assez, a expliqué Mme Côté. Il y a des choses simples qu'ils peuvent faire, comme se ramasser une fois qu'ils ont fini de manger ou venir à l'école sans leur voiture.»

Le député provincial d'Ottawa-Orléans, Phil McNeely, fut l'hôte de la rencontre. Celui-ci proposera un projet de loi qui demandera au ministère de l'Environnement de produire un rapport annuel énumérant plusieurs indicateurs clés de changements climatiques. Ce document pourrait ensuite être distribué aux élèves des niveaux 5e à 12e années à travers la province, pour leur faire prendre conscience de ces changements.

Voir *L'Express* d'Ottawa la semaine prochaine pour plus de détails ou consultez www.philmcneely.onmpp.ca.



Plusieurs élèves ont porté du vert en support au combat contre les changements climatiques lors d'un forum à l'École secondaire Gisèle-Lalonde mercredi. Photo : Dan Plouffe

13 avril 2010 | Le Droit | JUSTINE MERCIER jmercier@ledroit.com JUSTINE MERCIER
jmercier@ledroit.com

Engouement pour la formation médicale

Campus santé Outaouais

Le Campus santé Outaouais est plus populaire que ne l'avaient pensé ses responsables, alors que 16 étudiants en médecine de l'Université McGill ont soumis leur candidature pour les neuf postes d'externat intégré disponibles dans la région en 2010-2011.



ARCHIVES, Patrick Woodbury, Le Droit

Dr Gilles Brousseau (à droite), directeur des études médicales du Campus santé Outaouais, se dit impressionné par l'intérêt des étudiants pour le réseau de santé de la région.

Au départ, l'Outaouais ne prévoyait accueillir que six futurs médecins pour leur troisième année de formation, qui se veut un stage clinique de 48 semaines.

C'est lors de rencontres avec les étudiants que les dirigeants du Campus santé Outaouais ont constaté que l'intérêt était grand.

« Il y en a qui nous ont demandé si on avait envisagé de prendre plus d'étudiants », a indiqué le Dr Gilles Brousseau, directeur des études médicales du Campus santé Outaouais et vice-doyen adjoint à la faculté de médecine de l'Université McGill.

Le Dr Brousseau avoue qu'en mettant sur pied ce projet, il se demandait s'il allait susciter de l'intérêt, d'autant plus que le réseau de la santé en Outaouais a souvent mauvaise presse.

« Mais c'est impressionnant de voir les yeux des étudiants s'ouvrir en disant 'c'est vraiment pas ce qu'on pensait', relate le Dr Brousseau. Je pense que l'Outaouais est mal connu. Il y a des secteurs qui vont pas mal mieux que d'autres, comme la néphrologie ou la cardiologie. C'est sûr qu'il y a des listes d'attente, mais le problème ce n'est pas tellement la qualité des soins que l'accès aux soins. » Le Dr Brousseau affirme que les neuf candidats sélectionnés, qui arriveront en Outaouais au début août, sont parmi les meilleurs de leur cohorte à l'Université McGill. Deux d'entre eux sont originaires de l'Outaouais.

Ces étudiants auront ensuite la priorité s'ils veulent poursuivre dans la région leur quatrième année de formation, composée de six stages de quatre semaines dans différentes spécialités.

Expérience pour l'avenir

Face à cet engouement, les responsables du Campus santé verront s'il est possible d'accueillir quelques étudiants supplémentaires dans les prochaines années.

« Le plus gros problème, c'est les espaces physiques, pas les ressources humaines », souligne le Dr Brousseau.

Alors que la région offre aussi les stages de résidence pour les étudiants en cinquième et sixième années, les deux premières années de formation ne sont pas encore disponibles en Outaouais.

Même si cela ne figure pas dans les plans à court terme, le Dr Brousseau laisse entrevoir une ouverture. « C'est possible, ça fait partie de mon mandat et c'est ce que je vais analyser vers la fin de l'année. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 avril 2010 | Le Droit | MATHIEU BÉLANGER mabelanger@ledroit.com MATHIEU BÉLANGER
mabelanger@ledroit.com

Un logiciel gatinois à la tête du combat

Lutte aux cyberpédophiles

Un logiciel mis au point à Gatineau est en train de devenir le fer de lance de plusieurs corps policiers partout dans le monde dans la lutte aux cyberpédophiles.



ARCHIVES, La Presse

Le logiciel LACE, développé par BlueBear LES, a permis d'analyser 2,5 millions d'images en 40 heures, un travail qui aurait nécessité entre 9 et 12 mois manuellement.

Il n'y a pas une semaine qui passe sans qu'une histoire d'horreur impliquant des enfants et un pédophile ne fasse surface dans les médias. Or, la pression populaire de plus en plus importante sur les forces de l'ordre pour qu'elles traquent et emprisonnent les pédophiles qui sévissent sur Internet commence à être rentable pour l'homme d'affaires gatinois, Antoine Normand, et sa compagnie BlueBear LES qui a mis au point le logiciel LACE.

Ce nouvel outil informatique permet d'analyser, dans un temps record, les milliers d'images numériques contenues dans les ordinateurs des pédophiles appréhendés par les corps policiers. Dans la dernière année, des corps policiers du Québec, de l'Ontario, de Winnipeg au Manitoba, mais aussi des États-Unis, de la Suisse, de la Belgique et du Royaume-Uni se sont dotés du logiciel LACE.

Intérêt grandissant

« On sent vraiment un intérêt grandissant pour le logiciel depuis environ six mois, indique M. Normand. Nous espérons bientôt signer des contrats avec la France, l'Allemagne et l'Autriche. Nous sommes actuellement en négociation avec six cantons en Suisse. » Ces contrats auraient évidemment

un impact direct sur la création d'emploi chez BlueBear LES. « Il faudrait embaucher des gens pour servir nos nouveaux clients, c'est certain », indique l'homme d'affaires. Le principal avantage que permet l'utilisation du logiciel LACE est le temps gagné dans l'analyse des images qui se trouvent dans les ordinateurs saisis par les policiers lors d'arrestations de pédophiles. Il n'est pas rare qu'ils contiennent des centaines de milliers, sinon des millions d'images et de vidéo. « Nous avons eu un cas de 2,5 millions d'images il y a trois semaines, toutes plus épouvantables les unes que les autres, raconte M. Normand. L'analyse de ces images a pris moins de 40 heures grâce au logiciel, alors que manuellement il y avait du travail pour 9 à 12 mois. »

Manque de ressources

Devant l'ampleur de la tâche, l'Association des policiers provinciaux du Québec a réclamé, hier, trois fois plus d'enquêteurs affectés aux dossiers de pornographie juvénile. « C'est un crime qui est en forte croissance, a indiqué au Droit Jean-Guy Dagenais, président du syndicat qui représente 5300 policiers de la Sûreté du Québec. Internet a amené de grandes choses, mais aussi plusieurs problèmes. »

M. Dagenais dénonce qu'il n'y ait qu'une dizaine d'enquêteurs affectés à la cyberpédophilie au Québec, alors qu'ils seraient une centaine en Ontario. « Nous manquons d'effectifs et il y a un prix à payer, dit-il. C'est un choix de société et c'est la sécurité de nos enfants qui en dépend. »

Antoine Normand est conscient que les corps policiers doivent souvent travailler avec des budgets réduits. Il précise toutefois que le logiciel développé par sa compagnie se vend 5000\$, ce qui est une dépense minime en comparaison du salaire qu'il faut payer à un enquêteur pour qu'il passe des centaines d'heures à analyser des images horribles devant un ordinateur. « Pour 125000 \$ nous pourrions équiper tous les corps policiers du Canada qui ont des unités de lutte contre les cyberpédophiles », précise-t-il.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 avril 2010 | Le Droit | CHARLESCHARLESTHÉRIAULT THÉRIAULT
ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com Avec Louis-Denis Ebacher

De nouveaux outils d'information

Les policiers d'Ottawa ont maintenant en main des outils pour mieux identifier les problèmes de santé mentale chez les adolescents qui présentent des troubles de comportement.

Le Réseau Ado, la police d'Ottawa et le Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario (CHEO) ont lancé, hier, cinq fiches d'information portant sur différents troubles de santé mentale qui peuvent affecter les adolescents. Il s'agit de la dépression, du trouble oppositionnel avec provocation, de l'automutilation, de la consommation de drogues et du suicide. Ces fiches d'information publiées en français et en anglais, aideront les policiers à mieux identifier l'état des jeunes auxquels ils font face et à adapter leur intervention. Chaque fiche comporte une explication du problème et de ses causes possibles ainsi qu'une liste et les coordonnées précises d'organismes ressources où la personne affectée peut obtenir de l'aide rapidement.

Un jeune sur cinq éprouve des problèmes de santé mentale en Ontario, rappelle le chef de police, Vernon White.

Les répartiteurs de la police, les agents scolaires et les jeunes en général auront accès à de la documentation pertinente. Le programme bilingue est géré par les jeunes, au Centre hospitalier pour enfants de l'Est de l'Ontario (CHEEO).

Le programme doit « aider les jeunes ayant des problèmes de santé mentale à recevoir l'aide nécessaire en temps opportun », affirme le Dr Simon Davidson.

Les outils développés sont des fiches de renseignement, et un dépliant de poche renfermant des informations à retenir en cas d'interventions avec des personnes en crise.

Le projet est financé par le ministère de la Justice du Canada. En échange, le Réseau Ado organise des groupes de discussion avec les jeunes, afin de préciser leurs informations et mieux aviser les employés du Service de police d'Ottawa.

Les fiches et renseignements sont disponibles dans le site Internet de la police d'Ottawa et dans celui du CHEEO. « Lorsqu'une personne est blessée physiquement, ça paraît et on sait ce qu'elle a, mais une blessure morale, ça ne paraît pas. Parfois, le comportement des jeunes est causé par ces blessures internes et il faut apprendre à les identifier », a expliqué la responsable des stratégies d'intervention jeunesse de la police d'Ottawa, Louise Logue.

M. White, a ajouté que les fiches d'information viendront enrichir la formation offerte aux policiers qui doivent intervenir directement, souvent en pleine rue, auprès de jeunes éprouvant des problèmes de santé mentale, ou de toxicomanie et qui sont en crise. « Souvent, tous ces problèmes sont combinés et il faut que nos policiers soient formés et informés pour réagir avec doigté et surtout, bien comprendre la raison du comportement de la personne qu'ils ont devant eux », a déclaré M. White, en rappelant qu'en Ontario, un jeune sur cinq peut éprouver des problèmes de santé mentale.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 avril 2010 | *Le Droit*

CONTRAT CHINOIS POUR UNE ENTREPRISE D'OTTAWA

La mission économique du maire d'Ottawa, Larry O'Brien, et d'hommes d'affaires de la région en Chine pourrait mener à la signature d'un premier contrat. Le président-directeur général de l'entreprise de conversion des déchets Plasco Energy Group, Rob Bryden, a annoncé dans un communiqué hier la signature d'un protocole d'entente et l'administration municipale de Beijing pour la construction d'une installation de démonstration pouvant transformer 200 tonnes de déchets par jour en énergie verte. Cette entente pourrait mener, après un mois d'évaluation, à la construction d'une plus grande usine pouvant traiter 1000 tonnes de déchets par jour. Les deux partis se sont donnés jusqu'au 30 mai pour négocier une entente finale et des représentants de l'administration municipale devraient rencontrer la direction de Plasco à Ottawa d'ici là.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 avril 2010 | Le Droit

À qui profite le fluor ?

Après les coûts extravagants engendrés par la surréaliste pandémie H1N1, la Direction de la santé publique de l'Outaouais veut nous impressionner avec une pleine page de publicité en caractères surdimensionnés (LeDroit, 10 avril). Elle nous informe que les coûts des études d'installation du procédé et du fluor sont financés par le gouvernement du Québec. Est-ce qu'elle ignore que l'argent vient du même contribuable ? Leur pleine page de publicité donne l'impression du couteau sur la gorge des citoyens et du pouvoir que se donnent les organismes publics avec notre argent pour nous forcer à accepter leur orientation stimulée par des intérêts mal connus. La pandémie H1N1 nous a prouvé que l'industrie s'est retrouvée avec une tonne d'argent en peu de temps. Quelle industrie profite de la promotion du fluor? Il ne faut pas oublier que l'argent mène le monde. L'eau embouteillée, plus populaire que jamais, nous permet de nous protéger de ce couteau sur la gorge par la Santé publique, qui vise à détruire nos choix personnels sous le prétexte d'un bien collectif. Marcel Voyer, Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 avril 2010 | Le Droit | JOCELYNEJOCELYNERICHER RICHER LaLaPressePresseCanadienne Canadienne

La ministre Courchesne doit « reculer et consulter »

QUÉBEC — Le Conseil supérieur de l'Éducation joint sa voix au concert de protestations contre le projet de modification au calendrier scolaire piloté par la ministre Michelle Courchesne.

Dans un avis très dur rendu public hier, le Conseil demande à la ministre de l'Éducation de reculer, craignant les effets négatifs du projet. Depuis un mois, les partis d'opposition et tout le milieu de l'éducation — enseignants, syndicats, comités de parents et commissions scolaires — sont montés aux barricades.

Dans le milieu, on lui reproche surtout d'avoir décidé, en catimini, de modifier le calendrier de tous les élèves du Québec, dans le seul but d'accommoder six écoles privées juives orthodoxes de Montréal, qui fonctionnent dans l'illégalité depuis longtemps.

Ces écoles pourront ainsi continuer à donner la priorité à l'enseignement religieux, plutôt qu'aux matières de base, durant la semaine.

Quant à elle, la ministre a toujours prétendu que son but premier était de combattre le décrochage scolaire, en donnant plus de flexibilité au calendrier, pour des stages en entreprises par exemple.

Or, dans son avis, le Conseil juge que la pertinence des moyens proposés n'a pas été démontrée. Qui plus est, le Conseil s'interroge aussi sur la cohérence des mesures annoncées.

Il demande donc à la ministre de battre en retraite, le temps d'analyser les impacts des changements envisagés et de consulter le milieu.

Car malgré l'ampleur des transformations, la ministre n'avait consulté personne dans le milieu avant de faire publier son projet de règlement, ce que lui reproche aussi le Conseil dans son avis d'une trentaine de pages.

Dans certains cas, les gens du milieu « ne comprennent même pas les motifs des modifications » souhaitées par Mme Courchesne, déplore la présidente de l'organisme-conseil, Nicole Boutin.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 avril 2010 | Le Droit | GENÈVE — Associated Press

L'OMS VEUT UNE ENQUÊTE SUR LA GESTION DE LA GRIPPE A (H1N1)

La directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) Margaret Chan a réclamé hier une enquête « critique et franche » sur la manière dont l'épidémie de grippe A(H1N1) a été gérée. Une minorité de scientifiques ainsi que certains responsables gouvernementaux ont accusé l'OMS d'avoir exagéré les dangers du virus, et d'avoir déclaré une pandémie sous l'influence des laboratoires pharmaceutiques. Cette enquête sera menée par 29 scientifiques et responsables de santé publique, sous la direction du président de l'Institut de médecine à Washington, Harvey Fineberg.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 avril 2010 | Le Droit | MALI ILSE PAQUIN collaboration MALI ILSE PAQUIN spéciale collaboration spéciale
VARSOVIE — Avec l'Agence France-Presse

La Pologne unie dans la douleur

Des drapeaux en berne. Des lampions à perte de vue. Une foule vêtue de noir. Varsovie, la capitale polonaise, a des airs de veuve depuis le décès du président Lech Kaczynski et 95 autres hauts dignitaires samedi. Dans une atmosphère chargée d'émotion mais toute en retenue, les Polonais tentent tant bien que mal à faire du sens de la tragédie qui a fauché son élite politique et militaire, nous raconte notre envoyée spéciale.

Un silence de cathédrale régnait sur le centre de Varsovie hier. L'oeil humide, l'air grave, des milliers de Polonais se sont recueillis devant le palais présidentiel blanc.

Le spectacle était d'une beauté funèbre. Des centaines de bougies rouges et blanches, aux couleurs du drapeau polonais, éclairaient des gerbes de fleurs et des photos du défunt président Lech Kaczynski. Une forte odeur d'huile émanait des flammes vacillantes. Des hommes, des femmes et des enfants venus des quatre coins du pays donnaient sans un mot les bougies à des jeunes scouts qui les déposaient devant les grilles présidentielles.

« Dépêchez-vous à aimer les gens, ils nous quittent si rapidement. » Ce vers du poète et prêtre Jan Twardowski était inscrit en noir sur une grande affiche.

Cet adage reflétait bien les pensées des Polonais, qui semblaient toujours sous le choc de la disparition du président. Le corps de sa femme Maria a été identifié hier seulement, grâce à une gravure sur son alliance. L'identification des 94 autres passagers pourrait prendre plusieurs jours.

Leur avion s'est écrasé en route vers Katyn, où ils devaient commémorer le 70e anniversaire de l'exécution de 22 000 officiers polonais par les Soviétiques.

Les obsèques en l'honneur des disparus doivent avoir lieu samedi, au terme d'une semaine de deuil national. Le président russe Dimitri Medvedev et la chancelière allemande Angela Merkel ont déjà confirmé leur participation aux funérailles.

Pressions sur le pilote ?

Le président pourrait avoir joué un rôle dans l'accident. Des rumeurs voulant que Lech Kaczynski ait fait pression sur les pilotes pour atterrir à Smolensk, malgré un épais brouillard, circulent depuis hier. Des contrôleurs russes avaient prévenu l'équipage des mauvaises conditions météorologiques.

Un journaliste de l'Agence France-Presse a évoqué un précédent. Lors d'un vol en août 2008, Lech Kaczynski avait ordonné au pilote d'atterrir à Tbilissi, en Géorgie, contrairement à l'itinéraire prévu.

Un adjoint du président avait annoncé aux journalistes : « On atterrit à Tbilissi, le président en a donné l'ordre. Il est le chef suprême des armées. »

Le procureur général polonais, Andrzej Seremet, a tenté d'étouffer ces rumeurs hier. « À l'état actuel de l'enquête, il n'y a pas d'informations en ce sens », a-t-il déclaré à des journalistes.

Il a néanmoins précisé que les conversations des pilotes seraient étudiées par des experts.

La foule rassemblée à Varsovie pleurait non seulement le politicien, elle regrettait la disparition d'un « homme bon ». Des témoignages élogieux dans la presse brisaient l'image sévère de Lech Kaczynski.

Une tragédie pour un bien

« Des gens qui ont travaillé pour lui m'ont dit qu'il était gentil et agréable. Ils l'aimaient bien », dit Zbigniew Majewski, 36 ans qui avait amené ses trois jeunes filles avec lui, comme bien d'autres.

Il parvenait tout de même à trouver un côté positif au drame : un chapitre noir de l'histoire polonaise est enfin sorti de l'ombre.



« Grâce à ce drame, le monde entier connaît l'histoire de Katyn », dit-il.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 avril 2010 | *Le Droit* | *La Presse Canadienne*

TEACHERS S'IMPLIQUE DANS MUNCHKIN

LOS ANGELES — Le Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario, Teachers, a annoncé hier avoir acquis une « participation minoritaire importante » dans la californienne Munchkin, qui cherche à développer internationalement sa gamme de produits pour les bébés et les enfants. Munchkin conçoit et vend une multitude de produits pour les tout-petits. Un vice-président de Teachers, Erol Uzumeri, estime que cet investissement permettra à Munchkin de tirer profit des occasions qui se présenteront lors de la prochaine étape de sa croissance. En janvier, Munchkin avait acheté la britannique Lindam. Teachers s'affaire à diversifier son portefeuille depuis quelques mois.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Publireportage

Publié par la Direction des communications et du recrutement



Université du Québec en Outaouais

SAVOIR



L'EXPOSITION DES ŒUVRES DES FINISSANTS EN ART DE L'UQO, À NE PAS MANQUER!

Ils triment dur depuis 3 ans et voici le moment attendu, un baccalauréat. Mais avant d'avoir le diplôme en main, près de 30 étudiants de l'École multidisciplinaire de l'image (ÉMI) offrent leurs créations lors d'une exposition le 21 avril à l'ESPACÉMI, du pavillon Lucien-Brault. En voici 3 d'entre eux.

Tout un cheminement :

Loys Vallée a fait carrière dans les Forces armées canadiennes pendant 20 ans et il faisait de la peinture comme passe-temps. En 2007, il décide de s'inscrire en arts visuels et en cybermuséologie à l'ÉMI. Il dit de cette première exposition que : « c'est se mettre à nu devant tout le monde, mais on doit briser la glace ». Il espère surtout recevoir des critiques pour commenter ses tableaux. Lorsqu'on lui demande ce qui l'attend lorsqu'il aura complété son baccalauréat, il lance à la blague « je m'en vais dans le néant armé de spatules et de peinture », mais plus sérieusement, il explique qu'il se consacrera à la peinture en studio avant de trouver un emploi à titre de gestionnaire de collection d'œuvres d'art dans un musée ou au sein d'un ministère.

Une synthèse de l'art

Hélène Doré est déjà une artiste qui donne un sens profond à ses créations. Hélène présentera 3 vêtements à l'exposition. Elle utilisera la signalétique urbaine, le transport et le design graphique afin de redonner sa valeur aux images qui ont été conçues. « Les pancartes sont devenues impersonnelles, mais à la base, elles ont été créées pour interpeller la personne, alors, la typographie peut

s'appliquer partout, même sur les vêtements » d'expliquer l'artiste.

Pour Hélène Doré, le graphisme est un pont entre toutes les applications d'art. Elle conclut en disant qu'elle s'ennuiera de l'Université pour le réseau d'amis et de collègues, mais également parce qu'elle n'aura plus nécessairement la possibilité de faire des projets libres lorsqu'elle intégrera le marché du travail.

Monsieur BD

Îve Bastrash est plongé dans sa passion, la bande dessinée et ce, depuis sa tendre enfance. L'excellence de ses travaux au cours de ses 2 premières années à l'ÉMI lui a permis d'obtenir un laissez-passer pour un programme d'échange à l'étranger entre l'UQO et l'École de communication visuelle de Bordeaux où ses travaux et son talent ont tellement marqué ses professeurs qu'il a obtenu des notes parfaites. Il a consacré la dernière année de son baccalauréat à son projet synthèse de bande dessinée intitulée : *L'attaque du pop corn tueur*. Îve a déjà de grands projets pour démarrer sa carrière. Il a reçu une proposition afin d'illustrer un scénario de bande dessinée. « Il s'agit d'un thème que j'aime qui relève du fantastique et l'histoire tourne autour d'un mythe indien », de confier le jeune bédéiste en se gardant de trop en révéler sur cette future collaboration.

Un événement marquant pour les étudiants et le public

Ghyslain Lévesque et Valérie Yobé sont des chargées de cours et organisent l'événement des finissants.

Madame Lévesque indique que cette exposition est une occasion unique pour les étudiants d'étaler leur talent et c'est essentiel de montrer la qualité de ce qui se fait et ce qui se crée à l'ÉMI. Elle ajoute que c'est un moment particulier pour ceux qui ont encadré les étudiants : « c'est émouvant à chaque fois, on est satisfait de voir qu'ils se sont rendus jusqu'au bout et comment ils ont évolué et développé leur talent ».

Vernissage le 21 avril, de 17 h à 21 h, à l'ESPACÉMI, au pavillon Lucien-Brault, 101, rue Saint-Jean-Bosco. Les œuvres des finissants seront mises en vente. L'exposition se poursuivra jusqu'au 29 avril.



Hélène Doré, étudiante, Ghyslain Lévesque, chargée de cours, Îve Bastrash et Loys Vallée, étudiants.



Hélène Doré, en plein travail de création en prévision de l'exposition du 21 avril.



Loys Vallée prend du recul avant de compléter son oeuvre.

J'ÉTUDE LA PSYCHOLOGIE À L'UQO!

Tu t'intéresses à la psychothérapie, à la cyberpsychologie et à la santé mentale?

Une formation complète pour devenir psychologue s'offre à toi!

L'UQO, ça grandit

Suivez-nous sur

UQO.CA

LEDROIT, LE MARDI 13 AVRIL 2010

PRINTED AND DISTRIBUTED BY ADVERTISINGDIRECT
www.newsprintdirect.com US/Can: 1.877.980.4040 Intern: 800.636.6364
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

13 avril 2010 | Le Droit | JEAN-MARIE BERGERON ENVIRONNEMENTjmbergeron@ledroit.com

Le Grand Défi de notre temps

Les mauvais élèves

L'humanité produit et émet à chaque année environ 35 milliards de tonnes de gaz à effet de serre (GES) alors que les processus naturels de neutralisation peuvent en accepter moins de la moitié, soit l'équivalent de deux tonnes par humain.

La différence demeure dans l'atmosphère pour nourrir l'effet de serre que nous connaissons tous. Avec 800 milliards de tonnes que nous y avons déjà laissées et les 2000 autres milliards que nous pourrions ajouter au XXI^e siècle, il faut se demander jusqu'où nous pouvons aller dans ce processus de pollution.

Consolons-nous, pour le moment du moins ! Les trois quarts du genre humain ne peuvent même pas émettre annuellement 2 tonnes de GES à cause de leur bas niveau de développement. À l'approche du 22 avril, Jour de la Terre, il est important de se rappeler l'essentiel. Nous connaissons maintenant les données de base qui nous font comprendre les changements climatiques et le réchauffement global qui en découle.

Ce sont plutôt les citoyens des pays industrialisés — surtout les Occidentaux — qui émettent 86 % des GES sur la planète.

Les gens qui vivent confortablement dans des pays comme le Canada émettent annuellement entre 5 et 73 tonnes de GES par citoyen. Oui, vous avez bien lu, jusqu'à 73 tonnes par année ! Chaque Saskatchewanais émet une telle quantité, suivi de près par chaque Albertain avec 69 tonnes. Les Ontariens émettent en moyenne 15 tonnes chacun et les Québécois 11.

Nous sommes donc tous bien loin de la cible idéale visée de deux tonnes par terrien pour être en équilibre avec les processus naturels de la planète.

Mais une telle réduction de GES émis par habitant est-elle réalisable ? Pas tout de suite, en tout cas : notre société et nos mentalités ne sont tout simplement pas prêtes à faire un tel pas. Mais dans un monde idéal, ce serait possible.

Par exemple, si demain matin, l'Ontario produisait toute son électricité avec des ressources renouvelables, chaque citoyen abaisserait ses GES de 4 tonnes, ce qui l'amènerait aux mêmes niveaux que ceux de chaque Québécois. Après cette révolution énergétique, il faudrait se demander comment les Ontariens et les Québécois pourraient réduire annuellement de 11 à 2 tonnes leurs émissions de GES. Si nous pouvions un jour remplacer notre voiture à essence par une auto électrique, nous réduirions notre production annuelle de GES de 4 tonnes. Si la moitié des camions faisaient la même chose et que les réductions de GES étaient réparties sur la population en général, ce sont deux autres tonnes de GES qui seraient épargnées. Si nous enlevions 10 repas de viande de notre alimentation par semaine, nos émissions de GES individuelles baisseraient d'une autre tonne. Si nous compostions les putrescibles et que nous achetions nos aliments, nos vêtements, et nos jouets « localement », ce sont deux autres tonnes de GES que nous épargnerions.

Faites avec moi le calcul suivant : 11-4-2-1-2 = 2 tonnes. Nous serions les meilleurs au monde !

Cette possibilité de limiter ainsi nos émissions annuelles de GES est donc réalisable... sur papier, évidemment. Mais il reste que nous pouvons faire tous et chacun des efforts pour nous rapprocher de cette cible.

Comme Bill Gates et Al Gore essaient de le démontrer présentement, il faudra tendre vers une consommation zéro carbone dans un avenir rapproché si nous voulons atténuer la vitesse actuelle du réchauffement global.

C'est le Grand Défi de notre temps. Les technologies existent, il faut seulement vouloir se mettre à l'oeuvre.

Force et fragilité

L'histoire de l'espèce humaine nous indique bien qu'elle n'est pas de nature prudente. Elle provoque sans cesse de nouvelles conditions de vie, elle s'adapte bien aux situations changeantes et elle est résiliente aux catastrophes. C'est ce que le Jour de la Terre veut nous rappeler : la grande force et, parallèlement, la fragilité de notre espèce.



Prenons donc une semaine pour déterminer ce que nous sommes prêts à modifier dans notre consommation pour atteindre cet objectif de 2 tonnes de GES émises par citoyen. C'est le plus grand défi de tous les temps, mais aussi le nôtre pour chacun de nous. Notre survie, comme espèce, en dépend.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Apr 2010 | Ottawa Citizen | BY RICHARD FOOT

Extent of priest abuse 'shocking': poll 3

Two million Canadians know someone sexually assaulted by Catholic clergy

At least two million Canadians know someone — a friend, relative or acquaintance — who has been sexually assaulted by a Roman Catholic priest, suggests a new national poll.

It also suggests that a majority of Canadians, and even a majority of Roman Catholics, believe Pope Benedict XVI is guilty of covering up abuse by pedophilic priests.

The Ipsos-Reid survey, carried out last week for Canwest News Service and Global Television, shows that child abuse scandals — which for years have troubled the Catholic Church and now directly threaten the Pope — are deeply felt in Canada, where Catholics and nonCatholics alike are unhappy with the Church's handling of the crisis.

"Two million people is a shocking number, admitting that they personally know someone sexually abused by a Roman Catholic priest," says John Wright, senior vicepresident of Ipsos-Reid Public Affairs. "This is not something that can evade scrutiny."

Thomas Rosica, a priest in Toronto who is CEO of the Salt and Light Catholic Television Network, says the Church shares the concerns found in the survey. But he calls the poll "misleading and sensationalistic" because it fails to include the Church's efforts in Canada to respond to victims and become more transparent.

"And we must not forget that most of the cases being addressed in the media these days date back decades," he says.

Ipsos-Reid surveyed 1,003 Canadians by telephone last week. Eight per cent of respondents, and seven per cent of Roman Catholics surveyed — numbers that if extrapolated across Canada would equal two million people — personally know a victim of sexual abuse by a Catholic priest.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Apr 2010 | Ottawa Citizen | CANWEST NEWS SERVICE

Poll: Majority believe Pope involved in cover up 3

The results on this question were highest in British Columbia (11 per cent) and Atlantic Canada (10 per cent), Quebec (nine per cent), Alberta (eight per cent) and lowest in Saskatchewan and Manitoba (three per cent each). For Ontario, the result was six per cent. The survey also found: Six per cent of all respondents and eight per cent of Roman Catholics surveyed, personally know of a Catholic priest in their parish or neighbourhood who has been criminally charged with sexual assault;

Fifty-eight per cent, and 54 per cent of Catholics, believe Pope Benedict has "perpetuated a climate of silence and cover up around pedophile priests."

Twenty-nine per cent, and 37 per cent of Catholics, believe instead that the Pope is being unfairly targeted in this scandal;

Sixty-nine per cent, and 80 per cent of Roman Catholics, believe the proportion of pedophile priests among the Catholic clergy is minor, and that only a small number are harming the Church's reputation;

Sixty-four per cent, and 55 per cent of Catholics surveyed, are not satisfied with the Church's efforts to root out predatory pedophiles among its priests;

Fifty-five per cent of respondents, and 57 per cent of Catholics, said they are satisfied with the way police and the justice system are investigating allegations of abuse against Catholic clergy. However, only 14 per cent, and 19 per cent of Catholics, said they are "very satisfied" with the justice system's response.

John McKiggan, a Halifax lawyer who has represented hundreds of victims of clergy sexual abuse, says people need to remember that institutional abuse of children is not only a Catholic problem.

"I've sued the Anglicans, I've sued the United Church, I've sued the Baptist church, I've sued provincial and federal government jails, the Boy Scouts and foster homes," McKiggan says. "In any institutional setting, where there are people in power and people who are vulnerable, you are going to have people who take advantage of that imbalance. It happens regardless of the religious faith of the persons involved.

"That being said, the vast majority of my claims involve victims from the Catholic Church."

As in the U.S. and Ireland, the Catholic Church in Canada has for years lived under the dark clouds of childhood abuse scandals, including the terror inflicted on children by Christian Brothers at the Mount Cashel orphanage in Newfoundland, and abuse of native children at Church-run Indian Residential Schools.

Victims and Catholic clergy have complained of a system of coverup — of failing to eject known abusers from the priesthood — perpetuated by the Church hierarchy.

This year, evidence surfaced from two past abuse cases in California and Germany that linked such practices to decisions by Archbishop Joseph Ratzinger, before he became Pope Benedict.

"The most striking statistic in the (Ipsos Reid) survey is the fact that the majority of Canadians believe the Pope is involved in covering up allegations of abuse," says McKiggan.

"This comes at a time when churches of all faiths are losing members and incomes, and people are leaving because of frustrations or other concerns. Whether or not these questions about the Pope are even true, they pose a huge additional problem for the Catholic Church."

Rosica says the Church in Canada has put new protocols in place to prevent future cases of abuse, but hasn't properly explained its efforts to the public.

"We still have a long way to go," he says, "to communicate forcefully and clearly what we have done to respond to the crisis, and what remains to be done as we improve our protocols, care for victims, and to ensure that these heinous crimes will never happen again."

The results of the Ipsos Reid poll are considered accurate within 3.1 percentage points, 19 times out of 20.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Apr 2010 | *Ottawa Citizen* | *BY ALLAN ROCK*
Allan Rock is the president of the University of Ottawa.

U of O remains strong

But for the photograph of Tabaret Hall, I would not have recognized the University of Ottawa from the portrait contained in Saturday's frontpage story in the Citizen.

Given uncertain economic times, all Canadian universities face challenges in maintaining excellence in teaching and research while balancing budgets. This is all the more so since governments, the most important sources of funding for universities, face deficits and pressure to control or reduce spending. Some Canadian universities have had to lay off staff, close programs, levy special fees and reopen collective agreements.

Fortunately, the University of Ottawa has not had to do any such thing. And contrary to the Citizen report, we remain in a very strong financial position as a result of a history of fiscal prudence.

Although the university anticipates a \$14-million deficit out of a total budget of \$800 million for the current fiscal year, that shortfall will be covered by reserves large enough to sustain us through the immediate future.

As for the coming fiscal year (May 1, 2010 to April 30, 2011), we are working toward a balanced budget thanks to a comprehensive spending review that involved the entire university. Over the last several months, members of a steering committee led by professor David Zussman met with all campus stakeholders to look for ways to reduce spending and increase revenues without compromising key priorities — namely, our commitment to students and the quality of their experience, and our excellence in research.

Contrary to the impression left by the Citizen article, it is precisely because of our strong financial position that we have managed in these difficult times without drastic cuts in programs or services.

My senior management team, which includes the deans from all of the university's faculties, is closely examining the Zussman committee's report as well as the suggestions and recommendations received from students, professors and employees. It is already clear that we will table a balanced budget for the coming year and that we are in much better shape than many other Canadian universities.

There is no doubt that we need to continue our efforts to improve the quality of our students' experience. Sudden growth over the last eight years, including the arrival of the double cohort, has put pressure on our facilities and class sizes.

But we have been working hard to address these issues. Since 2005, we have created more than 500 new faculty and staff positions. We have opened more than 400,000 square feet of new teaching and research space, including the state-of-the-art Desmarais Building, the environmental award-winning SITE Building on King Edward Avenue, the \$59-million teaching and research Biosciences Complex, and the Roger Guindon North Research Wing for health sciences.

In the last three years alone, the University of Ottawa has carried out more than \$75 million in renovations and other facility upgrades. We are right now building a 15-storey, \$120million building along the canal for Social Sciences — our largest faculty — and we recently acquired over 25 acres of land adjacent to our Alta Vista and downtown campuses to enable additional growth.

I was astonished to read the suggestion in Saturday's Citizen that the University of Ottawa's "focus on research is unsustainable." In recent years, we have become one of the most research-intensive universities in Canada, ranking second in the country, for example, for peer-reviewed grants in medicine. Overall, we received over \$240 million from granting councils last year alone. That research excellence, in turn, strengthens our teaching by allowing our professors to share the latest knowledge with our students. In short, our research focus is not only sustainable, it is indispensable.

The spending review that we have just completed was not an easy exercise. But sometimes with crisis comes opportunity. In reviewing what and how we spend, we have the opportunity to improve what we do and how we do it.

So let's set the record straight. The University of Ottawa has weathered many storms since its founding in 1848. It has survived economic recessions and depressions, riots and rebellions, periods of want and years of war. Yet through it all, it has continued to grow and serve Canada and the world as a unique resource of learning and innovation in both of our country's official languages as North America's largest bilingual university campus.

As the current custodians of that long tradition of service and achievement, we are now doing our part to ensure that we pass on to the next generation an even stronger University of Ottawa.

Article rank | *13 Apr 2010* | *Ottawa Citizen*

Barrhaven school times pushed back

An Ottawa public school board trustee's last-ditch effort to stop his board from pushing back school start times in Barrhaven has failed. Mark Fisher, the trustee for Barrhaven and Knoxdale-Merivale, asked his fellow trustees on the Ottawa-Carleton District School Board on Monday to undo a decision the board made back in January and wait until the Ottawa Student Transportation Authority completes a comprehensive review of school start-time changes and route restructuring later this fall. Fisher's motion was defeated by a vote of 9-2 and paves the way for later start time to take effect this September at the affected schools.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.